









MÉTHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains de populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'évaluation rapide multisectorielle (ERM). Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée par le biais d'entretiens sur le terrain entre le 25 et 27 janvier 2023.

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

	12 542 INDIVIDUS DÉPLACÉS		5 017 HOMMES DÉPLACÉS
	2 450 MÉNAGES DÉPLACÉS		7 525 FEMMES DÉPLACÉES
	ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS		25 au 27 janvier 2023

DÉTAILS SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	NORD KIVU
TERRITOIRE	MASISI
CHEFFERIE	BAHUNDE
GROUPEMENTS	KAMURONZA, BASHALI KAHEMBE

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Entre le 3 et le 17 janvier 2023, une série d'affrontements a été signalée entre les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et des combattants présumés du M23 dans les villages de Karenga dans le groupement Kamuronzza, chefferie Bahunde dans le territoire de Masisi au Nord Kivu. Ces affrontements ont forcé des vagues de déplacement, notamment autour du 5 janvier, vers des centres collectifs en territoire de Nyiragongo, le long de la route Sake-Kilolirwe, en territoire de Masisi, créant des sites spontanés en raison de la saturation et de l'incapacité à accueillir des familles d'accueil dans les zones réceptives. Depuis le 25 janvier 2023, suite à la prise de contrôle de l'agglomération de Kitschanga par le M23 et leur avancée en territoire de Masisi, la population des villages de Burungu, Kabalekasha et Kilolirwe (dans le groupement Bashali Kahembe) le long de la route Sake-Kitschanga, des villages de Burungu, Kabalekasha et Kilolirwe dans le groupement Bashali Kahembe, le long de la route Sake-Kitschanga, s'est déplacée préventivement vers le quartier du Lac Vert (site de Bulengo, situé dans la concession de l'Université de Goma "UNIGOM") à Goma, le village de Kabati (site de Kabati dans la concession de la ferme "ESPOIR") et le village de Kingi (site de Kasinga/Lupango) dans le groupement Kamuronzza.

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT DANS LES 3 SITES

ZONES ÉVALUÉES	MÉNAGES	INDIVIDUS	FEMMES	HOMMES	ENFANTS < 5 ANS
SITE DE KABATI	380	1 926	1 156	770	481
SITE KASINGA/LUPANGO	333	1 931	1 159	773	67
SITE DE BULENGO/LAC VERT	1 737	8 685	5 211	3 474	347
TOTAL	2 450	12 542	7 525	5 017	895

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1 	2 	3 	4 	5 
NOURRITURE	ABRIS	EHA	AMÉS	SANTÉ

OBSERVATIONS & ANALYSES



Face à la crise du M23, la situation sécuritaire reste précaire dans les territoires de Rutshuru et de Masisi, ce qui continue de provoquer de nouveaux déplacements des zones affectées vers des zones considérées comme sûres de 12 542 individus, constitués de 2 450 ménages. Depuis le 25 janvier, de nouvelles vagues de déplacement se sont poursuivies suite aux affrontements sur l'axe Kilolirwe-Kitschanga, entraînant la création de trois nouveaux sites spontanés, dont deux (le site Kabati et le site Kasinga/Lupango) se trouvent dans le groupement Kamuronzza en territoire Masisi, et le dernier dans le quartier du Lac Vert en commune de Goma (le site Bulengo). Les informateurs clés indiquent que ces déplacements vers ces sites sont non seulement dus aux différents affrontements, mais aussi à un mouvement préventif dans lequel les communautés anticipent l'avancée des conflits sur l'axe Kilolirwe-Kingi entre groupes armés sur base également de tensions ethniques.



Tous les nouveaux arrivés sont sans abri et sont contraints de dormir dans des abris de fortune. Dans les trois sites, la majorité des personnes déplacées interrogées, soit plusieurs ménages, sont obligées de partager une seule pièce, érigée avec des bâtons et autres matériaux précaires et périssables collectés dans les environs. Cette situation entraîne un risque de promiscuité et de protection pour 80 pourcent des ménages déplacés. En outre, les personnes affectées ont dans la plupart des cas (80%) perdu des biens considérés comme primaires et nécessaires au moment du déplacement, et ont un besoin de toute urgence d'une assistance en articles ménagers essentiels (AME), principalement des casseroles, des poêles, des tasses, des supports de couchage, des jerrycans, des lampes, des matelas, des draps, des couvertures, des kits de cuisine.



Des sources d'eau fonctionnelles existent à proximité des villages avec un robinet anciennement construit par MSF dans la concession UNIGOM, une borne-fontaine dans le village de Kasinga par laquelle le site de Kasinga/Lupango s'approvisionne en eau, et un puits creusé et aménagé par l'initiative locale dans la concession de la ferme "Espoir" pour le site de Kabati. Les informateurs clés rapportent que ces sources d'eau restent très insuffisantes et ne peuvent desservir les populations de ces sites spontanés. Environ la moitié de la population marche plus de 30 minutes pour s'approvisionner en eau. Enfin, aucune latrine n'est disponible pour la population déplacée, qui pratique donc la défécation en plein air.



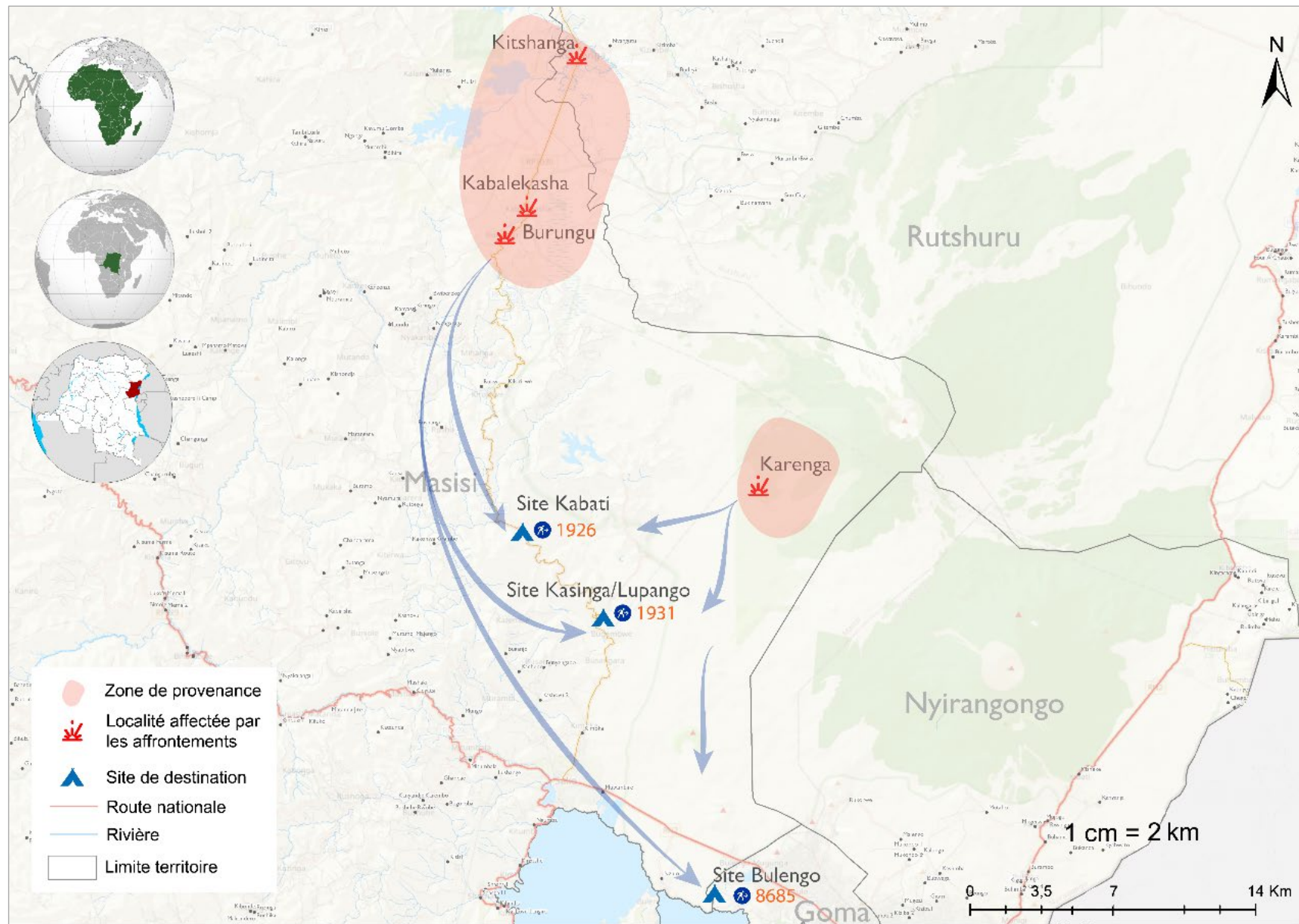
Les personnes déplacées dans les sites de Kabati et de Kasinga/Lupango ont recours à la marche dans les environs pour se procurer de la nourriture, ce qui les expose à des risques de Protection et de sécurité. La population déplacée lutte pour subvenir à ses besoins et est souvent exposée à la mendicité forcée et à des travaux sous-payés, pour être compétitive, par rapport à l'offre de main-d'œuvre de la communauté d'accueil. En conséquence, il a été noté que le score de consommation alimentaire indique que tous (100%) les ménages déplacés vivant dans ces sites ont des difficultés à consommer un repas par jour.



Les informateurs clés font état de plusieurs incidents de protection, tels que des cas d'atteinte à la vie humaine dans les zones d'origine et des viols de personnes déplacées dans des tronçons isolés menant aux champs. Les mécanismes locaux de médiation et de gestion des cas d'incidents de protection sont inexistantes dans les sites spontanés. Les relations entre les populations hôtes et les personnes déplacées restent relativement bonnes, mais sont encore fragiles en raison de la précarité des ressources, ce qui peut provoquer des tensions.



Il existe deux postes de santé fonctionnels, un à Kasinga et un à Kabati. En moyenne, la population met entre 30 minutes et 45 minutes pour atteindre le poste de santé le plus proche dans le site de Bulengo. Les problèmes qui limitent l'accès aux soins de santé sont principalement : le manque de personnel qualifié, de matériel, de médicaments, d'équipements médicaux et le manque de moyens financiers de la population pour couvrir les soins de santé appropriés. Les informateurs clés rapportent plusieurs maladies fréquentes dans les sites depuis l'arrivée des déplacés, notamment des cas de malaria, de diarrhée et de typhoïde chez les adultes et les enfants de moins de 18 ans. Dans le site de Bulengo, ils signalent l'imminence probable d'une épidémie de choléra en raison de l'insuffisance des infrastructures d'eau et d'assainissement. Selon eux, il a également été constaté qu'aucun ménage ne dort sous des moustiquaires imprégnées de produit anti-moustique.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT

Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.